Rapport de l'évaluation participative

Chad – réponse urgence Camerounaise

Février 2022

CONTEXT

Au cours des derniers mois de 2021, les tensions communautaires autour du lac Tchad au Cameroun se sont intensifiées. Le 5 décembre 2021, des affrontements au sujet de la diminution des ressources en eau ont éclaté entre éleveurs, agriculteurs et pêcheurs dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun, la deuxième grande flambée de violence en quatre mois. Cette vague de violence a forcé des dizaines de milliers de personnes à fuir vers le Tchad voisin en deux semaines

Selon les estimations du gouvernement, un total de 100 000 réfugiés camerounais sont arrivés au Tchad et se sont installés dans plusieurs villages autour de Ndjamena et au sud de la ville. Le Tchad a réaffirmé son hospitalité envers les nouveaux arrivants et a ouvert ses frontières, accueillant des réfugiés fuyant le conflit.

Au 1er février, 43 498 réfugiés étaient préenregistrés dans 40 des 42 sites (dont 8 600 réfugiés restant de l'afflux d'août 2021). Parmi la population pré-enregistrée, 63% sont des enfants, 60% sont des femmes, les femmes et les enfants constituent 89% de la population. Au 17 février, le processus d'enregistrement individuel a permis d'enregistrer individuellement 6 665 réfugiés.

Le HCR a soutenu le gouvernement dans la gestion et la coordination de la réponse humanitaire multisectorielle sur le terrain. Un plan inter-agence d'intervention d'urgence pour les réfugiés a été lancé pour faciliter la fourniture d'une assistance immédiate aux nouveaux.

Aujourd'hui, 7 694 réfugiés camerounais ont été relocalisés dans les camps de ''Guilmey'' et ''Kalambary'' près de N'Djamena, et des solutions alternatives sont en cours de discussion pour ceux qui sont restés dans les villages. Plus d'informations sur les composantes des populations de refugies enregistrées dans les camps peuvent être trouvées en suivant ce lien.

Un monitoring de protection a été mis en place par le HCR et partenaires depuis le début de la crise, mais une consultation avec la communauté sur les questions qui les concernent était nécessaire pour informer la planification et les programmes à mettre en place et/ou renforcer.

METHODOLOGIE

L'évaluation participative a eu lieu le 16 et 17 février 2022 dans les camps de Guilmey et Kalambary et les villages de Karwaye et Malfana parmi les 40 villages qui accueillent les réfugiés camerounais. Le

choix des villages a été basé sur le nombre important des refugies qui y résident et représentation des groupes ethniques mais aussi sur des considérations d'ordre sécuritaire. Les deux villages sont connus pour avoir moins de tensions entre les réfugiés et la communauté locale, ce qui a permis d'inclure ces derniers dans l'évaluation.

Formation des équipes multifonctionnelles

Sous le leadership de l'UNHCR, 59 personnes (dont 22 femmes) travaillant avec 17 organisations gouvernementales, non gouvernementales, locales et internationales, fournissant des services divers dans les différents camps et villages, ont pris part à l'exercice : Haut-Commissariat Des Nations Unies pour les Refugies , Commission Nationale d'Accueil et de Réinsertion des Réfugies, INTERSOS, International Rescue Committee, Première Urgence, Cooperative for Assistance and Relief Everywhere, Action pour la Protection de la Santé, de l'Environnement et de la Lutte contre la Pénurie Alimentaire , Croix Rouge Tchadienne, MFASS, Jesuit Refugee Services, International Aid Service, Association pour la Promotion des Libertés Fondamentales au Tchad, Médecins d'Afrique, AITA, Cercle Humanitaire d'Appui aux Initiatives Locales de Développement, Ministère de l'Education, MFASS.

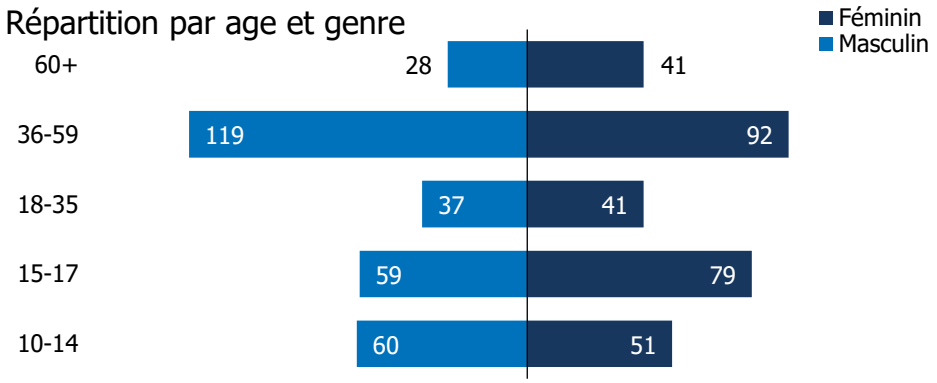
Une formation d'une journée a été organisée le 15 février pour tous les participants dans le but de rappeler l'importance de consulter les communautés sur les questions qui les concernent, mais aussi de constituer les équipes multifonctionnelles et choisir les thèmes de discussion.

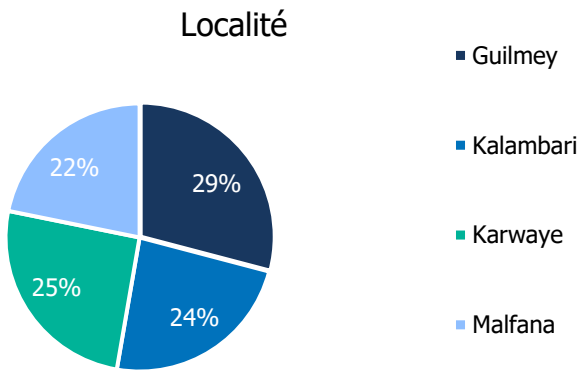
Les équipes ont également été formées sur l'utilisation du formulaire KoBo pour collecter l'information et une simulation a eu lieu à la fin de la formation pour s'assurer du bon fonctionnement de l'exercice.

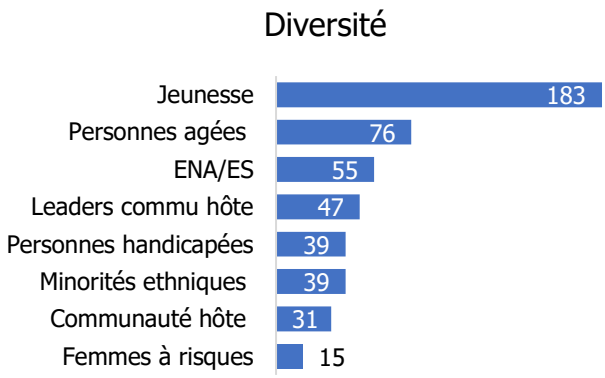
Groupes de discussion

L'exercice a entièrement été conduit sous forme de discussion avec des groupes de différents genre, âges, besoins spécifiques, appartenance ethnique et localités.

Un total de 606 personnes issues des communautés hôtes et des réfugiés ont été consultées. La désagrégation du genre, de l'âge, des besoins spécifiques et des lieux d'habitation des participants est présentée dans les graphes ci-dessous :







Principales thématiques et collecte de l'information

Un Formulaire KoBo a été créé dans le but de faciliter la collecte, le partage et l'analyse éthique et rapide des données. 55 formulaires ont été soumis à l'issue de l'évaluation. Le formulaire était axè sur 3 thématiques principales :

- Protection et solutions durables et notamment les questions liées à la coexistence pacifique, la protection de l'enfance, les violences basées sur le genre, l'accès aux documents de l'état civil, la recherche et la réunification familiale ainsi que les intentions de retour.
- Redevabilité et engagement communautaire, y compris l'existence de structures communautaires, la communication avec les communautés, et les mécanismes de plaintes et de feedback
- Services essentiels et besoins de base y incluant l'accès à l'éducation, aux services de santé, d'hygiène et d'assainissement, abris, la sécurité alimentaire. Bien que l'accès aux produits de base et a l'énergie n'ont pas fait partie des thèmes choisis au préalable, tous les groupes y ont fait référence lors des discussions.

RESULTATS

Protection et solutions durables

Coexistence pacifique

Tous les groupes de discussion ont salué la solidarité et l'accueil chaleureux de la communauté Tchadienne. Les réfugiés qui résident dans les villages frontaliers ont en particulier exprimé leur reconnaissance et gratitude envers les communautés hôte.

Toutefois, les groupes ont expliqué que des signes de fatigue et de méfiance commencent à surgir depuis quelques semaines. Les tensions se manifestent surtout en matière compétition sur de ressources naturelles, et plus spécifiquement autour du bois de chauffe utilisé dans la cuisine.

Les femmes de la communauté hôte longeant les camps de Kalambary et Guilmey nous ont indiqué que la présence des réfugiés a eu un impact négatif sur les ressources naturelles locales. Surtout le bois de chauffe qui est devenu une ressource rare et presque inexistante.

Cette pénurie a été confirmée par les femmes refugiées de 18 à 35 ans et de 60+, indiquant que la population locale même rencontre des difficultés à trouver du bois de chauffe et que seuls les plus forts arrivent à s'en procurer.

Les filles de différents âges dans les camps ont fait part de leur crainte de se faire agresser sexuellement et/ou physiquement par des hommes de la communauté hôte en allant chercher du bois de chauffe.

En plus du bois de chauffe, la distribution de vivres et de non-vivres, tant dans les camps que dans les sites initiaux d'accueil, est une autre source de tension. Selon les femmes de la population hôte autour des camps, cela est principalement dû au fait que les populations locales soient pauvres et qu'elles ne reçoivent pour autant pas d'assistance. D'autres groupes de discussion ont rapporté que des clashs ont régulièrement lieu lors de distribution du fait que beaucoup de locaux se sont fait pré-enregistrés comme refugiés et que ceux-ci soient priorisés lors des distributions, qui souvent sont encadrées par des habitants/responsables du village. Les femmes réfugiées à Karway ont quant à elles nie que les locaux soient priorisés dans la distribution, elles ont expliqué que pour leur cas les refugies sont priorises dans la distribution, mais que le reste des vivres est souvent récupéré par le chef du village.

En outre, l'accès aux espaces agricoles, a été signalé par les femmes de la population hôte comme étant une éventuelle source de tensions avec les réfugiés en raison de leur rareté. De même pour l'absence de marche au village, ce qui pousse les femmes locales à se rendre au marché du camp, ou elles ne sont pas les bienvenues.

Les différents groupes de refugies ont expliqué avoir mis en place des mécanismes pour réduire l'impact des tensions avec la communauté hôte. En effet, pour réduire le risque d'agression, certaines familles du camp de Kalambary enverraient des hommes à la recherche de bois pour éviter les agressions et les confrontations avec la population hôte. A Guilmey, les femmes réfugiées seraient interdites d'aller au village ; mais déplorent la présence des villageois dans le camp lors des distributions.

En plus des tensions entre les réfugiés et la communauté hôte, d'autres existent également entre les communautés des réfugiés mêmes. En effet, dans les camps, un sentiment de méfiance envers les groupes ethniques ou religieux minoritaires de la part des groupes majoritaires a été signalé par les femme issues de minorités et celles dans des couples mixtes. Celles-ci déplorent la stigmatisation dont elles souffrent avec leurs enfants. Elles ont expliqué être des cibles d'appellations et d'injures, et notamment être traitées de « bâtards sans appartenance ethnique ». Elles disent attirer les regards de tout le monde, être suspectées de sorcellerie et être discriminées lors des distributions par les ONGs. Le fait d'avoir un nom chrétien attirerait l'attention des humanitaires, qui parfois refusent de leur distribuer des vivres. Les femmes issues de minorités, celles vivant seules ou avec des enfants en sont les plus touchées.

De manière générale, les distributions groupées constituent une source de tensions entre les réfugiés, avec les plus vulnérables tels les réfugiés âgés ou les réfugiés vivant avec handicap et les enfants (filles en particulier), étant les plus désavantagés (les assistances leur sont arrachées ou ils n'y ont simplement pas accès).

Protection de l'enfance

- Travail des enfants

Dans les villages, les groupes des personnes âgés de plus de 60 ans et ceux des minorités ethniques ont expliqué que beaucoup d'enfants âgés de 11 à 15 ans sont impliqués dans le transport des briques et dans la pêche pour gagner leurs vies et subvenir aux besoins de la famille.

Les filles non accompagnées âgées de 15 à 17 ans ont également expliqué travailler dans les champs pour subvenir à leurs besoins, et qu'elles font régulièrement face au harcèlement et à l'exploitation et l'abus sexuels

- Mariage précoce

La question de mariage d'enfants n'a pas été soulevée par les groupes d'hommes et de femmes adultes dans toutes les localités, sauf au camp Kalambary, ou un groupe de femmes refugiées âgées entre 35-59 ans ont expliqué que pour la communauté Mousgoum les filles se marient à l'âge de 18/19 ans, contrairement à la communauté arabe qui donne les filles au mariage à partir de 13 ans.

En revanche, le mariage d'enfant a été soulevé par tous les groupes de filles, de tout âge, dans toutes les localités, comme étant une problématique ancrée dans les traditions des différents groupes ethniques, et qui touchaient les filles à partir de 13 ans, et plus particulièrement les filles orphelines ou non accompagnées et celles dont les parents sont séparés.

Au camp de Kalambari et village Malfana, les filles d'appartenance Mousgoum, ont montré des signes de résistance à l'idée de se marier jeunes, évoquant les problèmes de santé qui en découlent ainsi que leur incapacité à fonder une famille et être responsables d'un foyer. Les filles de 14-17 ans issues d'ethnies arabes, résidants au camp de Guilmey et le village de Karwaye ont, quant à elles, exprimé ne pas être contre le mariage précoce, étant donné qu'il est de leur responsabilité de préserver l'honneur de la famille, mais qu'elles voudraient avoir plus de liberté dans le choix de leurs époux, et avoir la possibilité de rejeter les propositions de mariage venant d'hommes plus âgés.

En ce qui concerne les causes, les filles dans le camp de Kalambari et village de Malfana ont expliqué que les parents les donnent au mariage pour recevoir la dote, mais aussi pour éviter qu'elles aient des relations et grossesses hors mariage. De leur côté, les filles de Guilmey et Karwaye ont expliqué que la raison principale est la préservation de l'honneur de la famille, car dans leur communauté, la pudeur des filles est mesurée par l'âge auquel elles se marient, et que les filles plus âgées ont de moins en moins de chance de se marier. Ces dernières ont aussi expliqué que bien qu'une dote soit versée avant le mariage, celle-ci n'est pas perçue par les parents mais plutôt dépensée sur les préparatifs du mariage et l'équipement du nouveau foyer. Elles ont également expliqué que les parents qui vivent sous le seuil de la pauvreté, chercheraient des maris riches dans le but d'assurer une vie plus confortable à leurs filles.

- Enfants non accompagnés et séparés

Des problématiques de protection spécifiques aux enfants non accompagnés et séparés sont ressortis des discussions avec cette catégorie dans les différents sites, mais plus particulièrement dans les villages.

En plus du mariage précoce dont les filles non accompagnées ou séparées étaient particulièrement à risque, d'autres problématiques liées au harcèlement psychologique et menaces de violence physique ont été exprimées par les groupes de discussions avec enfants non accompagnés.

Dans les villages, les garçons non accompagnes ont dit vivre sois les arbres et recevoir de l'aide occasionnelle de certaines jeunes mamans dans le village.

En plus d'absence d'abri, les enfants non accompagnés n'ont pas accès à l'éducation car ils doivent travailler pour subvenir à leurs besoins. Questionnés sur l'accès à la sante, ceux-ci ont expliqué que les enfants ne peuvent pas y accéder sans l'accompagnement d'un parent, et qu'ils utilisent les feuilles de manioc pour se soigner.

- Recherche de la famille et réunification familiale

La séparation avec les membres de la famille lors de la fuite est ressortie comme un problème majeur qui touche un grand nombre de familles refugiées au Tchad. En plus des enfants non accompagnés et séparés, les discussions avec les groupes d'enfants et d'adultes ont révélé que plusieurs familles ont fui laissant derrière des enfants, des maris et des membres éloignés de la famille.

Les différents groupes ont expliqué que beaucoup de personnes sont en contact avec les membres de leurs familles restés au Cameroun, et que certains, comme dans le cas des hommes chefs de familles, sont restés pour veiller sur leurs biens. Les groupes des villages ont expliqué avoir mis en place un réseau téléphonique informel afin de rester en contact avec leurs familles, mais que celui-ci coute très cher. Les refugies dans les camps ont déploré l'inexistence d'un mécanisme similaire dans les camps.

En outre, un nombre important de personnes n'ont plus de nouvelles des membres de leurs familles, en dépit des efforts qu'ils ont déployé pour les retrouver, via leurs réseaux au Cameroun.

De plus, les différents groupes ne semblent pas avoir connaissance des services de recherche de la famille disponibles au Tchad, par le biais de la Croix Rouge Tchadienne ou le Comité International de la Croix Rouge, et aimeraient recevoir plus d'informations sur ce service et que cela soit disponible dans les différentes localités.

Violences basées sur le genre

- Harcèlement, agression physique, agression sexuelle

Tous les groupes de discussion adultes ont nié l'existence de toute forme de violence basée sur le genre au camp, mis à part les groupes de femmes à risque qui ont confirmé l'existence de ce phénomène. Etant veuves ou divorcées, les femmes seules disent être considérées comme accessibles et souvent proies aux hommes de différents âges à l'intérieur du camp.

Certaines refugiées à risques vivants dans les camps ont rapporté la présence d'individus dans le camp la nuit, qui essayeraient d'accéder à leurs abris.

Le même problème a été rapporté par les femmes réfugiées dans les villages qui ont expliqué qu'en raison de la fragilité de leurs abris, elles font très souvent face à des tentatives d'intrusion et d'agression sexuelle.

Les discussions avec les jeunes, en particulier les filles âgées de 14 à 17 ans, ont en revanche fait ressortir que le harcèlement/agression sexuelles perpétrées par les hommes réfugiés et communauté hôte de tout âge, sont très répandus dans les camps et villages, et qu'elles touchent particulièrement les femmes et les filles.

Les jeunes filles ont expliqué que plusieurs d'entre elles se font systématiquement agressées sexuellement quand elles vont puiser de l'eau ou collecter du bois en dehors du camp. Elles ont également expliqué qu'elles ne se rendent jamais aux latrines pendant la nuit de peur de se faire agresser. A Guilmey, les filles ont même témoigné que des hommes attendent devant les latrines afin d'agresser sexuellement les filles/femmes qui s'y rendent.

Les groupes des filles non accompagnées/séparées dans les villages ont expliqué que beaucoup d'entre-elles se font régulièrement agresser quand elles se rendent aux champs pour travailler.

Les jeunes filles de Kalambari, questionnées sur les mécanismes mis en place par la communauté dans le but de réduire le risque d'agression, ont expliqué que les membres du comité de vigile mis en place pour soi-disant protéger les habitants du camp, sont les premiers perpétrateurs de violences sexuelles.

- Vente et échange de sexe

La question de vente et d'échange de sexe a été soulevée par les différents groupes, mais essentiellement basée sur les ouï-dire.

Les groupes de femmes entre 18 et 35 ans et 60+ ont évoqué l'existence de ce phénomène dans les camps, c'est la raison pour laquelle des comités de vigiles ont été mis en place. Les femmes ont parlé d'hommes tchadiens qui accèdent aux camps pendant la nuit, mais également de femmes qui quittent le camp à la tombée de la nuit pour ce faire.

Les filles de 14-17 ans dans les camps ont également confirme ce phénomène et explique que beaucoup de jeunes sont également exploitées sexuellement. Elles ont mentionné comme raison le manque d'argent pour subvenir à leurs besoins en matière d'hygiène et d'apparence physique. Elles ont toutefois dit que depuis l'interdiction de sortir du camp le soir, ce phénomène est de moins en moins répandu.

- Abus et exploitation sexuels (SEA)

Le groupe de jeunes filles âgées de 14 à 17 ans, était les seuls groupes à aborder la question d'abus et d'exploitation sexuels de la part des travailleurs humanitaires.

A Guilmey, le groupe s'est accordé à dire que lors de plusieurs distributions le chantage de recevoir la nourriture ou les articles de base contre des faveurs sexuelles est imposé aux femmes et aux filles.

Le groupe n'était pas capable de donner plus d'informations sur les organisations concernées.

En outre, il est clairement ressorti que les participants n'étaient pas au courant que cela représente une grave violation que les organisations prennent très au sérieux, et n'avaient aucune information sur la possibilité/nécessite de déposer plainte, et encore moins de l'existence de mécanismes de plainte au sein des organisations mêmes.

- Violence conjugale et déni de ressources

Au même titre que les autres types de VBG, la violence conjugale et déni de ressources ne sont pas ressortie comme problèmes majeurs dans les groupes de discussion avec les adultes (hommes ou femmes), à l'exception des quelques femmes dans le groupe qui en ont fait référence.

Des tensions dans les groupes de discussion de femmes ont ressurgi lors des discussions, quand certaines ont évoqué l'existence de ces phénomènes, le reste du groupe les ont attaquées pour les contraindre de ne pas en parler.

Ces quelques femmes ont quand même décidé d'en parler, et ont expliqué que la violence conjugale et le déni de ressources sont bien ancrés dans leur culture, et qu'un grand travail de sensibilisation est nécessaire pour y remédier. Ces femmes ont expliqué en outre, qu'il est très courant pour les hommes de récupérer les vivres qui sont distribués et de les revendre afin de se procurer de l'alcool, qui s'avère être l'un des facteurs majeurs qui exacerbent le problème des violences conjugales.

Dans leurs groupes, les filles de différents âges, appartenance et localités, ont également signalé cette pratique comme étant ancrée dans la société et touchant à toutes les femmes, mais plus particulièrement, les filles mariées très jeunes.

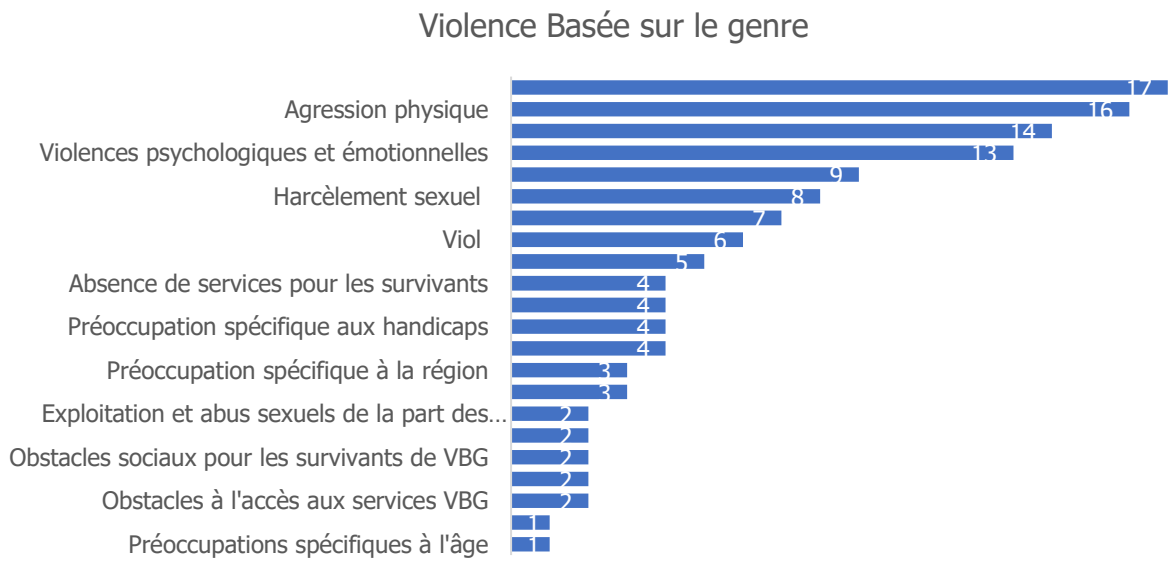
Elles ont évoqué l'incapacité des filles à bien s'occuper de leurs foyers comme étant la principale raison d'une telle violence, ainsi que le refus, pour la plupart, de vivre avec quelqu'un qu'elles ont été forcées d'épouser.

- Absence d'information sur les services disponibles pour les survivantes, et réticence à faire appel aux services

L'absence de services pour répondre aux VBG, ou le manque d'informations sur l'existence de tels services, était clairement ressorti dans les discussions avec les différents groupes de filles et de femmes.

Elles ont expliqué ne pas savoir qu'elles pouvaient faire appel aux humanitaires quand elles sont dans des situations de violence. La normalisation de la violence basée sur le genre dans les communautés de réfugiés et populations hôtes fait que les femmes et les filles ne ressentent pas le besoin de demander de l'aide, et surtout qu'elles n'en voient pas l'utilité. Les femmes issues de la population hôte, ont exprimé ne pas vouloir partager des informations sur ce qui se passe dans leurs foyers, avec des acteurs étrangers. La réticence à rapporter les incidents VBG était également ressorti dans les discussions avec les groupes de filles dans les villages, qui ont exprimé leur peur à se rapprocher des services de sécurité ou autre, pour dénoncer de tels actes.

En outre, les femmes des communautés hôtes et refugies dans les villages, ont expliqué que le chef du village avait la possibilité d'intervenir pour elles quand elles font face à la violence conjugale, mais qu'elles devaient d'abord payer une caution de 6000 FCFA avant d'être écoutée et référées aux autorités, ce qui représente un véritable obstacle pour elles.



Documentation et liberté de mouvement

Les groupes de discussions avec les hommes de 18 à 35 ans et ceux âgés de plus de 60 ans dans les camps ont révélé que la communauté n'a pas d'information sur les procédures d'obtention des documents de l'état civil et la règlementation en vigueur relative à l'enregistrement des naissances. Cela a donné lieu au non-enregistrement des nouveau-nés aux services de l'état civil. Le même constat a été fait par d'autres groupes à l'intérieur des camps, notamment les femmes âgées de 36-59 ans.

Dans les villages, les groupes des hommes de plus de 60 ans ainsi que ceux issus de minorités, ont expliqué que du a l'absence de bulletins de naissance dans les centres de santé, il est impossible de se munir d'actes de naissances auprès de l'état civil.

Les réfugiés au camp ont expliqué n'avoir aucun problème a se déplacer autour et qu'un document prouvant leur identité était suffisant pour passer les contrôles des autorités. Les femmes refugiées dans les villages ont fait part du fait que les autorités étaient très flexibles et reconnaissaient n'importe quel document prouvant l'identité de son porteur, y compris le bracelet/token. Le problème se pose en revanche pour les personnes qui n'ont pas ce genre de preuves d'identification. Pour ces cas particuliers, le contrôle par les autorités est assez régulier, et la garde a vu pendant quelques temps avant la remise d'autorisation de circuler est fréquent. Les différents groupes ont témoigne que cette autorisation est très souvent assortie d'un paiement ou de tentative d'exploitation.

Intentions de retour

La question sur les intensions de retour a été posée dans tous les groupes, de tout âge, genre, diversité, et dans toutes les localités ou l'exercice a eu lieu. L'intention de retour a été exprimée a l'unanimité par tous les groupes, cependant, des conditions bien claires ont été entendues de la part des différents groupes, avant d'envisager de rentrer dans leur pays d'origine, notamment :

- Retour du calme, de la paix et stabilisation de la région
- Réconciliation entre les communautés
- Reconstruction des maisons
- Rétablissement de la confiance entre les communautés
- Disponibilité des moyens de subsistance

Redevabilité et engagement communautaire

Développement du leadership

La présomption que -culturellement et traditionnellement- les femmes n'ont pas de rôle de leadership dans les cultures Mousgoum et Choa a été confirmée autant par les femmes réfugiées vivant aux camps que par celles aux villages d'accueil.

Au camp de Guilmey, les femmes de 18 à 35 ans et celles de 60+, ont partagé qu'elles ne sont représentées que pour la forme, et qu'elles n'ont aucun pouvoir/influence sur la prise de décisions dans leur communauté. En général, elles sont sous-représentées, voire pratiquement omises dans les instances de prise de décisions.

De surcroît, les femmes réfugiées apparentant aux ethnies ou religions minoritaires ont l'impression que les femmes qui sont associées aux prises de décisions sont celles qui ont le niveau requis en éducation. Or, la majeure partie de ces femmes ne sont pas instruites, limitant leurs chances de participer à la prise de décision ou à la représentation au niveau du camp.

Bien qu'elles ne soient pas impliquées dans les prises de décision, les femmes réfugiées aux camps ont exprimé leur volonté d'y participer et ont l'intention ferme de faciliter le partage d'information, particulièrement les informations liées à la distribution.

Au village de Karaway, les femmes réfugiées entre 18 et 35 ans ont indiqué qu'il existe bien un comité de six réfugiés qui coordonne et plaide pour les réfugiés avec les organisations humanitaires et avec le chef de village. Cependant, il n'y a qu'une seule femme parmi les six membres. Selon ces femmes – et bien que proportionnellement il y ait beaucoup plus de femmes que d'hommes réfugiés - arriver à parité dans ce comité sera compliqué, car les femmes ne sont pas unies.

Les hommes réfugiés apparentant aux groupes minoritaires ont également exprimé qu'ils sont écartés de la prise de décisions par le simple fait que le conflit concerne les ethnies Mousgoum et Choa. Par conséquence, ils sont marginalisés lors de la distribution de vivres.

Mécanismes de plainte et de feedback

Actuellement, les communautés des réfugiés Camerounais vivant aux camps ou dans les villages d'accueil ne savent pas qu'ils ont la capacité de faire des suggestions pour améliorer les services et ignorent l'existence de mécanismes de plaintes sur les services rendus ou encore sur le comportement des fournisseurs de services

La gestion des plaintes ou le partage des préoccupations se fait pour l'heure majoritairement à travers de structures ad hoc : des leaders traditionnels qui ont le pouvoir de décider ce qu'ils communiquent ou pas aux acteurs humanitaires, les chefs de village ou la Commission Nationale d'Accueil de Réinsertion des Réfugiés et des Rapatriées (CNARR).

L'absence d'informations sur les mécanismes de plaintes et de feedback n'est pas le seul obstacle, la véritable difficulté réside dans l'absence totale de ceux-ci au niveau des camps et des villages. Ce constat est alarmant car il renforce la position de pouvoir des humanitaires et augmente le risque de fraude, d'abus et d'exploitation sexuels.

Des systèmes de plainte et de prise en charge devraient être mis en place en urgence, en prenant en considérations les risque de représailles sur les plaignants. Ceci a clairement été signifié par les femmes réfugiées issues de minorités qui craignent que leur situation n'empire si elles recourent aux mécanismes de plaintes.

Engagement communautaire

Le déplacement s'accompagne souvent d'un effondrement des structures familiales et communautaires. Pendant le déplacement, les mécanismes de soutien traditionnels et les réseaux sociaux sont perturbés.

Par conséquent, il est difficile pour les communautés déplacées d'obtenir les moyens et la confiance nécessaires pour s'organiser et se mobiliser autour d'une protection commune et d'autres problèmes liés à leur vie quotidienne.

Avec une communauté principalement en "mode survie" il n'y a pas de réel volonté ou capacité de s'investir dans la communauté. La tendance est plutôt « chacun(-e) pour soi ».

Ce constat était très prononcé dans les discussions avec les femmes entre 18-35 ans au niveau des villages d'accueil, indiquant qu'il n'y a pas de groupement de femmes et qu'elles craignaient des disputes concernant les personnes à prioriser pour des projets d'activités génératrices de revenus.

Les enfants ne sont traditionnellement pas pris en compte à cause de leur âge. Parmi les adultes les hommes sont privilégiés pour les activités communautaires en détriment des femmes qui n'ont souvent pas le temps pour s'engager dans les structures communautaires, sont renvoyées par les hommes quand elles souhaitent s'impliquer, et ne sont pas considérées par les organisations humanitaires par manque d'éducation ou par manque d'informations sur les possibilités de participation.

L'engagement communautaire se fait principalement à travers les leaders traditionnels. Ainsi, une initiative a déjà été prise pour établir un comité de vigiles pour assurer la sécurité nocturne dans les camps et autour des abris de fortune construites par les réfugiés au niveau des villages d'accueil.

Cependant, ces services de surveillance doivent être soigneusement examinés dans chaque contexte, et les risques associés doivent être correctement évalués et atténués. L'égalité des sexes, la non-discrimination et les principes de « ne pas nuire » devraient guider l'initiative des comités de vigiles.

Tant les femmes dans les camps que celles aux villages d'accueil ont indiqué ne pas être engagées ; et encore moins informées sur les services disponibles. Dès lors, et afin de construire une bonne base pour l'engagement communautaire, il est important d'établir la confiance par le biais d'une communication transparente et inclusive de tous les groupes de la communauté.

Ceci pourrait se créer -entre autres- par le développement d'un réseau de relais communautaires qui assurent le partage d'information par des visites régulières aux foyers, aux groupes vulnérables et aux personnes aux besoins spécifiques.

Communication avec les communautés

Tous les groupes ont indiqué une lacune au niveau de la communication sur les services et l'assistance disponibles. Il existe notamment un manque de communication sur les modalités (quand, quoi, pour qui, critères, etc.) des distributions de vivres et non-vivres, créant des situations d'insécurité et de tensions, tant dans la communauté des réfugiés qu'entre la communication hôte et les réfugiés.

Les communications se passent principalement à travers les hommes leaders.

Les femmes, tout comme les hommes appartenant aux groupes ethniques ou religieux minoritaires aux camps ont relevé le non-partage d'information et que même les messages à caractère général ne parviennent souvent pas à leur niveau.

Ces groupes ont également signalé un obstacle linguistique, comme la plupart ne comprend pas couramment l'arabe. Des femmes refugiées résidant dans les villages d'accueil indiquent qu'elles ne sont pas impliquées dans les activités et qu'elles sont souvent informées des distributions par coïncidence.

Pour remédier à cette lacune au niveau des camps, l'identification de relais communautaires par bloc est en cours, et 2 mégaphones par bloc ont été mis à disposition pour annoncer des distributions ou pour passer d'autres messages.

Les femmes refugiées ont indiqué leur préférence d'avoir des communications directes avec le HCR.

Besoins de base et services essentiels[1]

Accès à l'éducation

L'accès à l'éducation, ou l'absence de celui-ci, est clairement ressorti comme besoin prioritaire dans tous les groupes de discussion, notamment ceux des enfants (filles/garçons) âges entre 10-13 ans et 14-17 ans.

L'urgence étant récente, le manque de structures d'éducation dans les camps et villages, les frais d'inscription dans les écoles tchadiennes, ainsi que le manque de matériaux scolaires et de vêtements ont été signalés par les groupes comme problématiques essentielles à régler en priorité.

Dans les villages, les groupes ont expliqué que beaucoup d'enfants ont été déscolarisés depuis leur arrivée au Tchad, plus particulièrement les filles, pour des raisons de sécurité dans les villages.

Le problème de sécurité a également été posé par les habitants du camp de Guilmey, en ce qui concerne les enfants en cours préparatoires dans les écoles du village avoisinant, en particulier à cause de la grande voie qui sépare le camp du village et que les enfants doivent traverser tous les jours.

[1] Pour plus d'informations sur énergie, sécurité alimentaire et moyens de subsistance sont disponibles sous coexistence pacifique, CP, VBG

A Guilmey également, les filles âgées de 14-17 ans ont expliqué ne pas avoir accès aux classes organisées dans le camp qui sont destinées aux enfants plus petits. Les filles de 10 à 13 ans ont, quant à elles, expliqué que le nombre de classes organisées (2 par semaine) n'était pas suffisant et qu'il leur éétait difficile de suivre les cours sans matériaux scolaires.

Les femmes issues de la population locale à Guilmey et Kalambary ont, quant à elles, déploré le manque de classes dans l'école du village, l'état désastreux du bâtiment scolaire ainsi que l'accès difficile à l'école pendant la solution pluviale. Le manque de professeurs a aussi été signalé par ces groupes.

Sécurité alimentaire

Les réfugiés dans toutes les localités – que ce soit dans les camps ou dans les villages d'accueil- étaient unanimes que leur priorité absolue est la sécurité alimentaire. Leurs préoccupations principales sont liées à la quantité insuffisante de vivres, l'imprévisibilité de la distribution et le regroupement de familles pendant les distributions.

Certains réfugiés dans les villages d'accueil ont indiquéé que le nombre de personnes dans leur foyer était en réalité plus élevé que le nombre arrêté lors du préenregistrement. Certains membres de familles ne pouvaient pas être présents lors du fixing (bracelet) pour diverses raisons, y compris l'éducation et le travail, alors que d'autres n'avaient pas encore traversé la frontière.

La distribution de vivres étant organisée dans des localités marquées par la pauvreté, aggravée par des récoltes ratées, et la flambée des prix causée par l'insécurité au Cameroun, se fait dans un climat de tensions entre les communautés réfugiées et la communauté hôte.

Hommes et femmes réfugiés dans toutes les localités ont indiqué le besoin de création d'Activités Génératrices de Revenus (AGR) afin de compléter la ration alimentaire et de réduire la dépendance à l'aide alimentaire.

Une partie importante du panier est composée de céréales, d'où le rappel du besoin de la mise en place d'un moulin. En complément, les femmes réfugiées vivant dans les villages d'accueil ont aussi signalé le besoin d'ustensiles de cuisine, ainsi que l'approvisionnement d'énergie pour cuisiner (pénurie de bois de chauffe).

Abris

Bien que les abris au niveau des camps présentent une grande amélioration, en comparaison avec les abris de fortune au niveau des villages d'accueil, les réfugiés hommes de 18-35 ans et de 60+ ont soulevé la détérioration des abris aux camps par les intempéries, les enfants ou les personnes de mauvaise foi, et la nécessité de remplacer les bâches en plastique par des murs en brique.

Les femmes réfugiées de 18-35 ans et de 60+ vivant aux camps ont indiqué que des inconnus utilisent la fragilité des bâches pour venir agresser les femmes seules dans leurs abris.

Les hommes ont indiqué avoir la capacité de fabriquer des briques, pourvue que les kits de construction soient mis à leur disposition et que des négociations avec les autorités de la commune ait lieu ; permettant l'accès aux carrières pour la fabrication des briques.

Au niveau des villages, la situation est également précaire, les refugies vivant dans les abris de fortune, les hommes dorment dehors pour laisser de la place aux autres membres de la famille, et les enfants séparées ou non-accompagnées n'ont simplement pas d'abris.

Les hommes de 60+ et les hommes appartenant aux groupes minoritaires ont indiqué que les abris sont inadéquats : soit ils ne sont indisponibles, les exposant aux intempéries, soit ils sont trop petits pour une famille de grande taille.

Dans le village de Malfana les femmes seules chefs de famille ont indiquéé que les abris sont trop petits et que c'est l'une des raisons pour laquelle les membres de la famille restés au Cameroun ne peuvent pas les rejoindre.

Santé

Le manque de services de santé dans les camps et villages après 15h est ressorti comme préoccupation dans tous les groupes de discussion. En effet, plusieurs personnes ont déploré l'absence de permanence de sante après 15h, ce qui impacte les personnes en besoin d'interventions médicales.

En outre, les différents groupes ont également mentionne l'absence de prise en charge de ceux transférés dans les hôpitaux et les structures sanitaires à N'Djamena, notamment le transport, l'assistance alimentaire pendant le séjour à l'hôpital et les différents frais engendrés.

Le manque de produits pharmaceutiques dans les structures de sante à l'intérieur des camps a également été rapporté par les différents groupes. Les groupes de filles ont expliqué que les centres de sante prescriraient le même médicament quelle que soit la raison pour laquelle elles s'y rendaient ce qui les décourage à se rapprocher des centres de santé en cas de besoin, alors que les personnes âgées de 60+ ont déploré l'absence de médicaments injectables, étant donné que les pilules leur causeraient des douleurs gastriques

L'absence de support et sensibilisation autour des questions de santé sexuelle et reproductive, notamment de planning familial, a aussi été déploré par les femmes et filles refugiées dans toutes les localités, plus particulièrement dans les villages. Beaucoup de femmes ont exprimé le besoin d'aide pour éviter les grossesses dans une telle situation de précarité.

L'absence de système de vaccination pour les enfants a également été soulevé comme problème majeur par les différents groupes.

Hygiène et assainissement

Les femmes et filles réfugiées ont partagé leurs préoccupations en matière d'insécurité et de manque de dignité autour des latrines. A titre d'illustration, les clôtures de certaines latrines sont endommagées et déchirées, empêchant les femmes et filles à les utiliser pendant la journée.

Elles signalent que des incidents d'agressions sexuelles se sont même produits autour des latrines et les points d'eau, notamment la nuit. Les femmes et filles ont, en outre, expliqué qu'elles ne disposaient pas de pots de douche ni de torches à utiliser la nuit et que les points de collecte d'eau n'étaient pas éclairés.

Les participantes ont également signalé l'absence des produits d'hygiène féminine, créant des problèmes de santé reproductive ainsi que de stigmatisation et d'absentéisme à l'école pendant la période de menstruation.

Les réfugiés ont bien indiqué leur volonté de réparer les latrines et d'assister à les clôturer avec des tôles ou encore de les reconstruire en dur. Cependant, ils ont signalé le problème de manque de matériaux pour ce faire.

La non-séparation des latrines par genre ainsi que l'insalubrité des latrines étaient ressorties comme préoccupations communes à tous les groupes de discussions. Les participants ont indiqué le besoin d'organiser des campagnes de sensibilisation et de responsabilisation de masse sur l'assainissement et l'hygiène. Cette pratique est déjà en place au niveau des camps et reconnue par la communauté comme étant une bonne pratique.

Aussi, le nombre limité de latrines comparé a la densité de la population était ressorti comme problématique majeure dans les villages d'accueil, ce qui a conduit les membres de la population à utiliser les espaces extérieurs.

En outre, les personnes âgées ainsi que les personnes vivant avec handicap ont exprimé des difficultés particulières quant à l'accès aux latrines, étant très éloignées de leur abris et/ou pas adaptées à leurs besoins.

La crainte de propagation de maladies d'origine hydrique a été exprimée par les réfugiés dans les villages, pour cause d'accès difficile aux services d'hygiène et d'assainissement (manque de latrines, insuffisance en eau potable et dispositifs de lavage de mains, manque de poubelles, absence d'un comité d'assainissement)

Au village de Karaway par exemple, les refugies ont expliqué que les points de collecte d'eau étaient éloignés, leur débit était insuffisant et que l'eau avait une odeur nauséabonde. Là aussi, l'accès à l'eau potable pour les personnes âgées et les personnes vivant avec handicap était particulièrement difficile.

Dans les camps, les réfugiés ont indiqué que certains blocs manquaient de forages ce qui souvent donne lieu à des disputes et escarmouches autour d'autres points d'eau.

RECOMMENDATIONS

Le tableau ci-dessous représente les solutions proposées par les différents groupes, ainsi que des propositions de changements/améliorations faites par les équipes multifonctionnelles qui ont conduit l'évaluation.

Thème	Recommandation	Suggérée par	Acteurs responsables	Echéancier Immédiat (avant fin mars 2022) Moyen terme (avril-aout 2022) Long Terme (septembre-décembre 2022)
Coexistence pacifique	Organisation de rencontres entre les leaders pour discuter des points problématiques de convergence et aperçoivent les opportunités de développement conjointes	Femmes et hommes 35-59 dans les camps et villages	Lead CNARR et Protection avec appui tous les secteurs	Immédiat
	Création d'un comité mixte (réfugiés et communauté hôte) promouvant la coexistence pacifique	Atelier de restitution (25/02/22)	CNARR	Immédiat
	Sensibilisation sur le vivre ensemble ciblant les deux communautés (hôte et refugies) ; et œuvrer au partage inclusif des informations au sein de la communauté refugiée	Femmes membres de minorité ethnique/religieuse dans les camps	Lead CNARR et Protection avec appui tous les secteurs	Immédiat

	Création d'un marché commun, tant pour les populations réfugiées que les locaux afin de faciliter le brassage entre les deux communautés. En effet, les vivres sont majoritairement composés de céréales, mais il y a une absence de moulins dans les villages et aux camps, tout comme il n'existe pas de marché dans les villages, ni dans les camps. L'introduction d'un marché et la mise en place de moulins pourront soutenir le développement d'activités économiques et certainement favorablement contribuer à la coexistence pacifique entre les refugies et la population hôte.	Femmes issues de la population hôte vivant à proximité des camps	CNARR avec appui secteur en charge de moyens de subsistance	Immédiat
	Mettre en place des coopératives mixtes et un mécanisme de gestion des terres.	Atelier de restitution (25/02/22)	CNARR avec appui secteur en charge de moyens de subsistance	Immédiat
	Créer de l'emploi pour les 2 communautés (refugie et hôte) dans les travaux temporaires (construction des abris et latrines en semi-durable).	Atelier de restitution (25/02/22)	CNARR avec appui secteurs en charge de moyens de subsistance et abris	Immédiat

	Fournir du gaz et des palmiers dômes comme source d'énergie afin d'éviter les conflits liés à la rareté des ressources	Femmes issues de la population hôte vivant à proximité des camps	Secteur en charge de l'énergie	Immédiat
	Renforcement en micro-crédits pour faciliter l'achat de gaz	Femmes refugies dans le camp	Secteur moyens de subsistance	Moyen terme
	Meilleure organisation de la distribution des vivres et non vivres	Femmes refugies 18-35 et femmes 60+	Secteur nutrition, sécurité alimentaire et NFI	Immédiat
	Envisager l'inclusion de la population hôte dans les distributions de vivres et non vivres, si impossible d'inclure la population entière, cibler en premier lieu les femmes vulnérables de la localité.	Femmes refugies 18-35 et femmes a risque dans les villages	Secteur nutrition, sécurité alimentaire et NFI	Immédiat
Documentation	Vulgariser le processus de documentation et de la délivrance des actes d'état civil, ainsi que les lois en vigueur	Tous les groupes	CNARR, ANATS avec appui Protection	Immédiat
	Doter les centres de santé de bulletins de naissance et affecter les agents d'état civil mobiles pour la délivrer des acte naissance.	Atelier de restitution (25/02/22)	Secteur Sante	Immédiat
Recherche de la famille et réunification familiale	Informer les communautés sur les mécanismes de	Atelier de restitution (25/02/22)	Protection/protection de l'enfance	Immédiat

	recherche de la famille et regroupement familial		CRT/ HCR/CICR	
	Renforcer les capacités des acteurs sur la gestion des cas de recherche et réunification familiale	Atelier de restitution (25/02/22)	HCR, UNICEF	Immédiat
	Mettre en place un centre téléphonique dans le camp pour permettre aux familles de rester en contact avec leurs proches	Femmes refugiées aux camps	Protection CRT/ CICR	Moyen terme
	Utiliser des moyens de communication divers dans la recherche familiale (ex : radio tchadienne)	Femmes refugiées aux villages d'accueil	Protection CRT/ CICR	Moyen terme
Engagement communautaire	Organiser des formations pratiques dans le domaine de leadership pour les femmes commençant par les cours d'alphabétisation.	Atelier de restitution (25/02/22)	Protection et secteur éducation	Moyen terme
	Associer les minorités dans la prise de décision et les traiter au même pied d'égalité que d'autres refugies	Hommes réfugiés appartenant aux groupes minoritaires dans les villages	Tous les secteurs	Immédiat
	Imposer un minimum de 50% de femmes dans les comités de leaders au niveau des camps	Atelier de restitution (25/02/22)	CNARR	Immédiat

	Mettre en place des comités de femmes	Femmes réfugiées dans les camps	CNARR avec appui Protection	Immédiat
	Mettre en place des comités d'enfants et éduquer les filles pour assurer une participation équitable	Filles refugiées dans les camps	CNARR avec appui protection/protection de l'enfance	Moyen terme
	Etablir des termes de référence clairs pour la structure de vigilance y inclut la garantie que les volontaires n'assument pas de rôle de gestion de cas individuels, mais les signalent plutôt par les canaux appropriés.	Atelier de restitution (25/02/22)	CNARR avec appui UNHCR Field Safety Advisor et Protection	Immédiat
Communication avec les communautés	Sensibilisation orientée spécifiquement vers les partenaires sur la diversité des ethnies résidant aux camps	Atelier de restitution (25/02/22)	Protection	Immédiat
	Identifier des femmes et hommes relais communautaires dans chaque secteur pour assurer le partage d'information	Femmes refugiées 18-35 et 60+	Tous les secteurs	Immédiat
	Les organisations humanitaires à sensibiliser les leaders traditionnels sur l'importance de considérer les avis des femmes	Femmes refugiées 18-35 et 60+ dans les camps	Tous les secteurs	Immédiat

	Etablir un réseau de relais communautaires pour assurer une communication transparente et inclusive avec des termes de référence et critères de sélections clairs.	Atelier de restitution (25/02/22)	CNARR et Protection avec appui tous les secteurs	Immédiat
Mécanismes de plaintes et de feedback	En collaboration avec la communauté, élaborer un mécanisme d'information et de communication pour garantir que tout le monde, y compris les femmes âgées, les personnes vivant avec handicap, les groupes ethniques et religieux minoritaires aient accès à l'information sur l'assistance et d'autres problématiques – voir exemple	Atelier de restitution (25/02/22)	Tous les secteurs / sous le leadership du secteur protection en collaboration avec la task force Prevention de l'exploitation et abus sexuels (PSEA task force)	Immédiat
	Faire circuler les informations relatives à l'exploitation et abus sexuels dans les points de rassemblement ex : les points d'eau, les lieux d'enregistrement, les locaux/tentes des partenaires, etc. Vue le taux élevé d'illettrés, ces avis devraient être produits en privilégiant	Atelier de restitution (25/02/22)	Tous les secteurs / sous le leadership du secteur protection en collaboration avec PSEA Task Force	Immédiat

	l'utilisation d'images, complétés par des messages oraux par mégaphone au moment que la plupart des réfugiés sont présents (vraisemblablement le soir).			
Protection de l'enfance	Renforcer le système de gestion de cas de protection de l'enfance dans les camps	Atelier de restitution (25/02/22)	Protection/Protection de l'enfance	Immédiat
	Mettre en place les comités de protection de l'enfant	Atelier de restitution (25/02/22)	Partenaires en charge du volet (MFFPE, UNICEF, JRS, CRT, INTERSOS, HCR, réfugiés)	Moyen terme
	Circuler les informations sur les services de protection de l'enfance dans les camps	Atelier de restitution (25/02/22)	Protection/Protection de l'enfance	Immédiat
	Mise en place des espaces amis d'enfants mobiles dans les sites spontanés d'accueil	Atelier de restitution (25/02/22)	UNICEF en partenariat avec CRT, INTERSOS	Immédiat
	Identifier les familles d'accueil pour placement temporaire des ENA tout en donnant un appui en cash ;	Atelier de restitution (25/02/22)	Partenaires de protection (UNICEF/CRT/DE, INTERSOS, JRS, refugies)	Immédiat
	Créer des unités mobiles pour identifier et assister les enfants a risque dans les villages	Atelier de restitution (25/02/22)	Protection/protection de l'enfance, JRS	Immédiat
	Sensibiliser la communauté sur les questions de protection de l'enfance et	Hommes refugies +60 ans et hommes issus de minorités ethniques/religieuses dans les villages	Protection/protection de l'enfance, UNICEF, JRS	Immédiat

	notamment le travail des enfants et le mariage d'enfant	Filles refugies dans les camps 14-17 ans		
	Appuyer les AGR pour les parents afin de limiter le travail des enfants	Filles refugies dans les villages 15-17 ans	Secteur en charge des moyens de subsistance en collaboration avec protection de l'enfance	Moyen terme
	Impliquer les autorités, y compris les services de police, pour faire face au mariage d'enfants et mariage forcé	Groupes femmes et filles de différents âges	CNARR et Protection de l'enfance	Immédiat
	Renforcer la sensibilisation autour de l'éducation des filles afin de mitiger les risques de mariage précoce	Groupes femmes et filles de tout âge	Protection de l'enfance Secteur éducation	Immédiat
Violence basée sur le genre	Renforcer le système de gestion de cas de VBG dans les camps	Atelier de restitution (25/02/22)	Protection/ VBG	Immédiat
	Circuler les informations sur les services de VBG dans les camps	Groupes filles 14-17 ans dans les camps	Protection/ VBG	Immédiat
	Sensibiliser la communauté sur les questions VBG	Hommes refugies +60 ans et hommes issus de minorités ethniques/religieuses dans les villages Femmes 18-35 et 60+ dans les camps	Protection/ VBG	Immédiat
	Renforcement des capacités des acteurs humanitaires dans la prise en charge des cas VBG	Atelier de restitution (25/02/22)	Protection/ VBG	Immédiat

	Restructurer et renforcer le comité de vigiles	Femmes et Hommes 19-35 et 60+ dans les camps	CNARR avec appui UNHCR Field Safety Advisor et Protection	Immédiat
	Mettre en place des comités VBG dans les camps	Hommes 18-35 et 60+ dans les camps	Protection/ VBG	Moyen terme
	Création d'une structure de femmes prenant en compte toutes les ethnies pour renforcer leur relation mais surtout minimiser certains problèmes liés à la diversité pouvant engendrer les incidents VBG	Femmes issues de minorités ethniques et religieuses dans les camps	Protection/ VBG	Moyen terme
Exploitation et abus sexuels (SEA)	Urgemment organiser des sessions de sensibilisation sur la politique de tolérance zéro d'abus et d'exploitation sexuels de la part des travailleurs humanitaires	Atelier de restitution (25/02/22)	Protection en collaboration avec tous les secteurs et la PSEA Task Force	Immédiat
	Consulter la communauté en utilisant l'approche Age, Genre et Diversité afin d'identifier les mécanismes préférés de partage de suggestions et de plaintes. Un exemple qui pourrait être adapté au contexte au Chad pour organiser des consultations sur les mécanismes de plaintes et feedback est accessible à travers le lien suivant	Atelier de restitution (25/02/22)	Protection en collaboration avec tous les secteurs et la PSEA Task Force	Immédiat

	Mise en place d'un centre d'écoute avec une ligne verte	Femmes issues de minorités ethniques et religieuses	Protection en collaboration avec tous les secteurs et la PSEA Task Force	Immédiat
	Désignation de points focaux que les personnes affectées peuvent aller voir en cas d'incident	Filles 14-17 ans dans les camps	Secteur Protection en collaboration avec tous les secteurs et la PSEA Task Force	Immédiat
Education	Construction d'écoles durables dans les villages , accessibles à tous les enfants; Renforcement des écoles publiques avec rénovation des structures existantes, construction d'espaces temporaires d'apprentissage, recrutement et formation d'enseignants et dotation en matériel	Hommes refugies +60 ans et hommes issus de minorités ethniques/religieuses dans les villages	Secteur éducation/ secteur infrastructure	Moyen terme
	Recrutement de professeurs nationaux de la localité de collège et lycée et mise en place des cours moyen et secondaire les après-midis dans les écoles primaires. Encadrement renforcé pour les élèves candidats aux examens nationaux.	Atelier de restitution (25/02/22)	Secteur éducation	Moyen terme
	Mettre en place un programme de tutorat dans le	Filles 10-13 ans dans les villages	Secteur éducation	Moyen terme

	site de Malfana avant une éventuelle construction d'école			
	Recrutement de personnel et construction de salles de classe dans les camps ; Appuis aux écoles des sites spontanés (matériel UNICEF).	Groupes des filles et garçons 14-17 ans dans les camps et villages Groupes de femmes refugies 35-59 dans les camps	Secteur éducation	Moyen terme
	Distribution d'habits pour les enfants scolarises	Femmes 18-35 et 60+ dans les camps	Secteur articles ménagers essentiels (AME)	Immédiat
	Construction des infrastructures socio-éducatives et recruter des enseignants	Hommes refugies +60 ans et hommes issus de minorités ethniques/religieuses dans les villages	Secteur éducation/ secteur infrastructure / Protection de l'enfance	Moyen terme
	Implantation d'une école au cycle complet dans le camp de Guilmey	Hommes 18-35 et 60+ dans les camps	Secteur éducation/ secteur infrastructure	Moyen terme
	Avec l'appui de la communauté en termes de main d'œuvre, reconstruction de l'école du village de Kalambari et aménagement de la voie principale, y compris des classes supplémentaires	Femmes de la population hôte près des camps	Secteur éducation/ secteur infrastructure	Moyen terme
	Sensibilisation des communautés au curriculum tchadien, formation des enseignants refugies et recrutement de nationaux pour le moyen et secondaire	Atelier de restitution (25/02/22)	Secteur éducation	Moyen terme

	pour reprise rapide des classes.			
	Campagnes de sensibilisation pour la scolarisation des filles et renforcement des APE ;	Atelier de restitution (25/02/22)	Secteur éducation	Moyen terme
	Mise en place de clubs de filles et formations thématiques des enseignants sur les questions de VBG;	Atelier de restitution (25/02/22)	Secteur éducation et Protection VBG	Moyen terme
	Exonération des frais d'APE pour tous les enfants (nat/ref) pour l'année scolaire en cours.	Atelier de restitution (25/02/22)	Secteur éducation	Moyen terme Exemption de frais d'APE pour les PBS et jeunes filles pour la rentrée 2022/23
	Plaidoyer pour mise en place de dos d'ânes et signalisation à proximité des écoles. Point de regroupement des enfants le matin et accompagnement supervise vers et depuis l'école ;	Atelier de restitution (25/02/22)	Secteur éducation et Infrastructure	Moyen terme
	Augmentation du nombre de professeurs en associant les enseignants refugies	Femmes de la population hôte près des camps	Secteur éducation	Moyen terme
Abris, infrastructures et énergie	Distribution de bâches et/ou matériels de construction pour protéger les abris de fortune au niveau des villages d'accueil contre les intempéries	Femmes refugiées et hommes refugies +60 ans et hommes issues de minorités ethniques/religieuses dans les villages	Secteur abris et infrastructures	Immédiat

	Construction semi-durable	Femmes 18-35 et 60+ dans les camps	Secteur abris set infrastructures	Moyen terme
	Mettre à disposition kits de construction et négocier accès a la carrière pour fabrication des briques et construction des mures par les refugies dans les camps	Hommes 18-35 ans dans les camps	Secteur abris et infrastructures	Immédiat
	Distribution de sources d'énergie alternative au bois de chauffe pour la préparation des repas. Le gaz était suggéré comme alternative viable	Femmes et filles refugies dans toutes les localités	Secteur énergie	Immédiat
Nutrition, sécurité alimentaire et NFI	Remettre la « master liste » au PAM le 10 de chaque mois Fixer les dates de distribution et communiquer minimum 72h à l'avance	Atelier de restitution (25/02/22)	Secteur nutrition, sécurité alimentaire et NFI	Immédiat
	Distribution de produits alimentaires et non alimentaires plus régulière pour les réfugiés vivant dans les villages d'accueil	Groupes d'hommes et de femmes dans les villages	Secteur nutrition, sécurité alimentaire et NFI	Immédiat
	Etablir des comités de femmes et les impliquer dans la gestion de distribution de vivres	Femmes de tout âge dans les camps	Secteur nutrition, sécurité alimentaire et AME en collaboration avec protection	Immédiat

	Organiser la distribution par ménage en indiquant les femmes comme chef de ménage sur les cartes de distribution- bonne pratique et “core action” politique de l’Age Genre Diversité (AGD)SEA	Femmes réfugiées dans les camps	Secteur nutrition, sécurité alimentaire et AME en collaboration avec protection	Immédiat
	Distribution d’ustensiles de cuisine	Femmes refugies dans les villages d’accueil	Secteur nutrition, sécurité alimentaire et AME	Immédiat
	Distribution de nattes et de couvertures	Femmes de tout âge dans les camps et villages	Secteur nutrition, sécurité alimentaire et NFI	Immédiat
	Distribution de bâches dans les villages, en particulier pour les catégories vulnérables	Atelier de restitution (25/02/22)	Secteur nutrition, sécurité alimentaire et NFI	Immédiat
	Distribution de produits hygiéniques aux femmes et aux filles en âge de menstruation et éducation sur la thématique	Groupes de femmes et de filles dans les camps et villages	Secteur NFI/ Wash/ VBG/sante/ éducation UNFPA	Immédiat
Santé	Présence régulière de service de santé (24/7) ; augmenter la présence jusqu’à 17h ; relais avec numéro d’urgence (Tigo/Airtel)	Hommes refugies +60 ans et hommes issus de minorités ethniques/religieuses dans les villages Filles 14-17 ans dans les camps et villages	Secteur santé	Immédiat
	Fourniture en médicaments ; sensibilisation sur types de médicaments	Atelier de restitution (25/02/22)	Secteur santé	Immédiat

	Formation prise en charge de patients en fonction du Genre et Age	Atelier de restitution (25/02/22)	Secteur santé	Immédiat
	Rendre disponible la vaccination de routine	Atelier de restitution (25/02/22)	Secteur santé	Immédiat
	Renforcement le centre de santé actuel avec un service de santé de reproduction et à court terme si possible apporter un appui pour le transport des femmes enceintes. Ces dernières ont proposé des charrettes	Femmes issues de la population hôte	Secteur santé	Immédiat et moyen terme
	Assurer une couverture des frais médicaux et assurer l'alimentation des malades et les personnes qui les accompagnent	Hommes et femmes 18-35 et 60+ dans les camps	Secteur santé	Immédiat
	Sensibilisation de la communauté des refugies sur le protocole des soins dans les centres de sante	Hommes 18-35 et 60+ dans les camps	Secteur santé	Immédiat et moyen terme
	Inclure les service santé sexuelle et reproductive et faire de la sensibilisation, y compris sur le planning familial et fourniture de contraceptifs gratuits	Atelier de restitution (25/02/22)	Secteur santé	Immédiat et moyen terme
	Impliquer les réfugiés dans la gestion des centres de santé	Atelier de restitution (25/02/22)	Secteur santé	Moyen terme

	Former du personnel local pour répondre aux besoins sur place	Atelier de restitution (25/02/22)	Secteur santé	Long terme
Hygiène et assainissement	Renforcement des latrines existantes	Atelier de restitution (25/02/22)	Secteur Wash	Immédiat
	Eclairage autour des latrines pour réduire les risques d'incidents de protection, y compris VBG, la nuit	Groupes de femmes et de filles de tout âge dans les camps et villages	Secteur Wash/ secteur en charge de l'énergie/ protection - VBG	Immédiat
	En attendant, distribution de torches solaires aux femmes et aux filles	Groupes de femmes et de filles de tout âge dans les camps et villages	Secteur Wash/ secteur en charge de l'énergie/ protection - VBG	Immédiat
	Prioriser les personnes âgées ou vivant avec handicap dans la distribution des produits d'hygiène	Groupes de personnes vivant avec handicap et 60+	Secteur Wash/ protection	Immédiat
	Prendre en compte les besoins des personnes âgées ou vivant avec handicap dans le renforcement des latrines et structure d'assainissement	Groupes de personnes vivant avec handicap et 60+	Secteur Wash	Immédiat
	Rapprocher les points de collecte d'eau pour éviter les incidents de protection	Tous les groupes	Secteur Wash	Moyen terme
	Mettre en place des réservoirs d'eau potable dans les villages	Groupes de femmes dans les villages	Secteur Wash	Immédiat
Moyens de subsistance	Introduire des activités génératrices de revenus afin de limiter la dépendance à l'assistance alimentaire.	Groupes d'hommes et de femmes dans les villages	Secteur Moyens de subsistance	Moyen terme

	Formation professionnel (petits métiers)	Atelier de restitution (25/02/22)	Secteur Moyens de subsistance	Moyen terme
	Explorer la possibilité de négocier avec la population hôte l'accès pour les réfugiés aux terres exploitables afin de cultiver dans la contre-saison et de faire de la culture de maraichage en vue de complémenter le panier alimentaire.	Groupes d'hommes et de femmes refugies	Secteur Moyens de subsistance	Moyen terme
	Création de coopératives autour des activités agricoles/pêche	Atelier de restitution (25/02/22)	Secteur Moyens de subsistance	Moyen terme
	Mettre à disposition des kits de maraichage permettant aux réfugiés de développer la culture de légumes pour renforcer le panier alimentaire et générer des revenus	Femmes refugies dans les camps	Secteur Moyens de subsistance/ secteur vivres	Moyen terme
	Allocation des fonds pour les Activités Génératrices de revenus à tous les refugies, et plus particulièrement aux femmes et filles	Hommes et femmes refugies de tout âge dans les camps et villages	Secteur Moyens de subsistance	Moyen terme

	Sensibiliser la communauté sur la nécessite de permettre aux femmes de créer des commerces	Femmes refugies dans les camps	Secteur Moyens de subsistance et Protection	Moyen terme